

INSTRUCTION

N° 99-056-A1 du 18 mai 1999

NOR : BUD R 99 00056 J

Texte publié au BOCP

PRESCRIPTION DES CRÉANCES FISCALES DANS LES PROCÉDURES DE REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

ANALYSE

Clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de liquidation judiciaire -
Mise en jeu de la responsabilité des comptables

Date d'application : 18/05/1999

MOTS-CLÉS

RECouvreMENT ; IMPÔT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; LIQUIDATION JUDICIAIRE ;
REDRESSEMENT JUDICIAIRE ; PRESCRIPTION ; RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

| RGP | TPGR | TPG | DOM | RF | T | | | | | | | |
|-----|------|-----|-----|----|---|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | | |

DIFFUSION

GT 35

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

1ère Sous-direction - Bureau 1C

4ème Sous-direction - Bureau 4B

SOMMAIRE

| | |
|---|----------|
| 1. LA PRESCRIPTION DES CRÉANCES FISCALES DÉCLARÉES AU PASSIF DE LA PROCÉDURE..... | 3 |
| 1.1. En cours de procédure | 3 |
| 1.1.1. Le principe..... | 3 |
| 1.1.2. Exception : reprise des poursuites prévue par l'article 161 de la loi du 25 janvier 1985 en cas de liquidation judiciaire | 3 |
| 1.2. A l'issue de la procédure..... | 3 |
| 1.2.1. Après l'homologation d'un plan de redressement | 3 |
| 1.2.2. Après la clôture de la liquidation pour insuffisance d'actif | 4 |
| 1.2.3. En cas de cession totale de l'entreprise | 4 |
| 2. LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT DES IMPÔTS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 40 OU CONSTITUANT DES DETTES PERSONNELLES DU DÉBITEUR ÉTRANGÈRES À LA PROCÉDURE | 5 |
| 2.1. Les impositions entrant dans le champ d'application de l'article 40 | 5 |
| 2.2. Impositions hors procédure et constituant des dettes personnelles du débiteur | 5 |

La présente instruction a pour objet de préciser les règles de prescription de l'action en recouvrement des impositions déclarées au passif de la liquidation judiciaire et des impôts entrant dans le champ d'application de l'art. 40 ou constituant des dettes personnelles du débiteur étrangères à la procédure.

1. LA PRESCRIPTION DES CRÉANCES FISCALES DÉCLARÉES AU PASSIF DE LA PROCÉDURE

1.1. EN COURS DE PROCÉDURE

1.1.1. Le principe

La déclaration de créance, équivalant à une demande en justice, interrompt la prescription et suspend celle-ci pendant la durée de la procédure.

Conseil d'Etat, 5 décembre 1979 STACI req. n° 1777

CAA Bordeaux 17 novembre 1992 SABATHIER recours n° 90 BX 614

Conseil d'Etat 9 décembre 1992 TELL req. n° 99538

CAA Bordeaux 31 décembre 1993 THIBAUT recours n° 92 BX 678

Conseil d'Etat 11 mai 1994 MISCHKE req. n° 93 770

Cour de Cassation 16 juin 1992 CAZABAT req. n° 1120

Cour de Cassation 12 décembre 1995 RECCHIA req. n° 94 12793.

1.1.2. Exception : reprise des poursuites prévue par l'article 161 de la loi du 25 janvier 1985 en cas de liquidation judiciaire

Cet article dispose que les créanciers titulaires d'un privilège spécial, d'un nantissement ou d'une hypothèque, et le Trésor public pour ses créances privilégiées, peuvent - dès lors qu'ils ont déclaré leurs créances, même s'ils ne sont pas encore admis - exercer leur droit de poursuite individuelle si le liquidateur n'a pas entrepris la liquidation des biens grevés dans le délai de trois mois à compter du jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire.

L'absence de mise en oeuvre de ces dispositions est sans influence sur la prescription (Cour de Cassation RECCHIA, 12 décembre 1995 déjà cité).

En revanche, lorsque le comptable reprend son droit de poursuite en application de ces dispositions, la prescription recommence à courir.

1.2. A L'ISSUE DE LA PROCÉDURE

1.2.1. Après l'homologation d'un plan de redressement

L'homologation d'un plan de redressement par le tribunal de commerce met fin à la procédure de redressement judiciaire.

Il en résulte que la prescription des créances fiscales recommence à courir.

Toutefois, cette prescription est interrompue par les versements effectués par le débiteur en exécution du plan d'apurement.

Si le débiteur n'exécute pas ses engagements, le comptable dispose de deux actions ; il peut :

- demander la résolution du plan dans les conditions fixées par l'article 80 de la loi ;
- engager directement des poursuites pour recouvrer les échéances impayées (Com. 14 mars 1995 D 1995 IR 99).

1.2.2. Après la clôture de la liquidation pour insuffisance d'actif

L'article 169 de la loi pose, en principe, l'interdiction de la reprise des poursuites sauf dans les cas limitativement énumérés (notamment lorsque le débiteur a été condamné pour fraude fiscale, mis en faillite personnelle, a fait l'objet d'une interdiction de gérer, ...).

1.2.2.1. Le comptable se trouve dans l'un des cas de reprise des poursuites énumérés par l'article 169 précité

Le jugement de clôture pour insuffisance d'actif met fin à la procédure et un nouveau délai de prescription recommence à courir. Ce délai est de 4 ans.

En effet, le Conseil d'Etat a clairement affirmé que la déclaration de la créance fiscale au passif d'une procédure de redressement ou liquidation judiciaire n'avait pas pour effet de substituer la prescription trentenaire à la prescription quadriennale (CE 20 mai 1985 n° 45 561 Droit fiscal 1986 n° 24, comm. 1186, concl. Mme M.A. LATOURNERIE ; RJF 1985 n° 1140 et 30 mars 1990 n° 57 D18 Droit fiscal 1990 n° 30 Comm. 1554 concl. Mme T. LEROY ; RJF 1990 n° 623).

1.2.2.2. Le comptable n'est pas dans un cas de reprise des poursuites

Deux situations peuvent se présenter :

- il n'existe plus de possibilité de recouvrement, la créance doit être présentée en non-valeur ;

En effet, en application de l'article 2251 du Code civil, la prescription ne court pas contre celui qui est dans l'impossibilité absolue d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'opposer à un comptable la prescription quadriennale de l'action en recouvrement qui, dans les circonstances décrites, ne peut plus, en tout état de cause, être interrompue.

Ce type de créance n'a donc pas lieu d'être visé dans une décision de refus de sursis de versement mais, étant de droit irrécouvrable, doit faire l'objet d'une demande d'admission en non valeur.

- il existe des possibilités de recouvrement par la mise en cause de tiers solidaires qui n'ont pas encore été actionnés.

En pareil cas, la prescription recommençant à courir, les solidaires doivent être poursuivis en tout état de cause dans un délai de quatre ans à compter du jugement. Par ailleurs, il convient de souligner que les impositions qui ne sont pas prescrites à l'encontre du débiteur principal ne le sont pas non plus à l'encontre du débiteur solidaire (LEGROS CAA Nancy 19 février 1998).

1.2.3. En cas de cession totale de l'entreprise

L'article 92 de la loi dispose qu'en cas de cession totale de l'entreprise, le tribunal prononce la clôture des opérations après régularisation des actes nécessaires à la cession, au paiement du prix et à la réalisation des actifs non compris dans le plan.

Les créanciers recouvrent, après jugement de clôture, leur droit de poursuite individuelle dans les limites fixées par l'article 169.

A compter de la décision prononçant la clôture des opérations, la prescription de l'action en recouvrement reprend son cours dans les mêmes conditions que celles décrites dans le cadre de la liquidation après le jugement de clôture pour insuffisance d'actif.

2. LA PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RECOUVREMENT DES IMPÔTS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 40 OU CONSTITUANT DES DETTES PERSONNELLES DU DÉBITEUR ÉTRANGÈRES À LA PROCÉDURE

2.1. LES IMPOSITIONS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 40

Ce sont toutes les dettes fiscales dont le fait générateur est postérieur à l'ouverture de la procédure et qui sont nées au cours de la période d'observation ou pour les besoins de la liquidation judiciaire.

Ces impositions ne doivent pas être déclarées au passif de la procédure. De plus, le comptable conservant son droit de poursuite, l'action en recouvrement se prescrit dans les conditions habituelles.

2.2. IMPOSITIONS HORS PROCÉDURE ET CONSTITUANT DES DETTES PERSONNELLES DU DÉBITEUR

Il s'agit des impôts dont le fait générateur est postérieur à l'ouverture de la procédure et qui n'ont aucun lien avec cette procédure (taxe d'habitation, impôts établis d'après les revenus tirés d'une nouvelle activité).

Ces impositions, comme les précédentes, n'ont pas à être déclarées au passif de la procédure. Il convient donc que les comptables veillent dans ce cas aussi à interrompre la prescription de l'action en recouvrement.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Jean BASSERES